

France : l'autonomie stratégique à portée de main !

Jean-Michel OUDOT

| Conseiller du CEPS.

La France dispose d'un grand nombre d'atouts technologiques et industriels qui ont été construits de façon méthodique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des réussites, tant civiles que militaires, ont vu le jour grâce à des planifications de long terme associées à des opérations menées avec constance et rigueur.

La multiplication et l'intensification croissante des conflits et des guerres, la multipolarisation du monde, l'accélération voire la disparition des cycles économiques ainsi que la succession rapide des surprises stratégiques questionnent cependant les fondements même de la planification, tout en renforçant sa nécessité. Ce paradoxe requiert aujourd'hui plus que jamais une cohérence entre l'agilité du court terme et la constance du long terme.

Il s'agit alors d'établir les conditions de la cohérence et de la performance de notre dispositif national dans toutes ses dimensions : opérationnelles, technologiques et économique-industrielles. Les Conversations de Gouvieux organisées le 11 septembre 2024 contribuent à ces réflexions par la caractérisation des menaces et des leviers susceptibles d'être mobilisés. *In fine*, une prise de conscience collective des enjeux et des leviers autorisent l'espoir d'un avenir commun plus serein en dépit d'un environnement instable et menaçant.

Des risques d'appropriation dans tous les domaines

Cet environnement est marqué par la multiplication des stratégies d'appropriation (des territoires, des technologies et des ressources financières) qui tendent à remettre en question l'ordre national et international.

Dans le champ opérationnel, la guerre en Ukraine permet d'identifier cinq tendances : la dégradation accélérée du contexte international (crise du multilatéralisme, désinhibition de la violence), la multiplication des domaines de conflictualité (terrestre, maritime, spatial, cyber et informationnel), la transparence du champ de bataille (avec notamment les sources ouvertes et l'omniprésence des

drones), les intentions opaques des adversaires (avec un mixte varié, et parfois peu compris, entre rationalité et passion) et le nivellement technologique (les innovations issues du civil sont opérationnalisées de façon effective, avec en particulier les drones et les applications issues de l'IA).

Les bascules opérationnelles et stratégiques, sur terre comme en mer, se multiplient, soutenues par la fulgurance des changements technologiques, avec en ligne de mire la contestation voire la récusation du modèle occidental, avec parfois des origines émises de l'intérieur même du monde occidental (États-Unis en particulier). Aux guerres injustes (engagées par les autocraties) s'oppose le désordre juste (soutenu par les démocraties). Il ne s'agit, dans ce contexte, non plus de préserver la paix mais de contenir les guerres (tant dans leur occurrence que dans leurs périmètres et impacts). Ce défi s'inscrit dans tous les champs d'intervention : sécuritaire, alimentaire, climatique, démographique, commercial, cyber et informationnel. Il est donc systémique.

L'un des facteurs observé récemment est le retour du fait nucléaire selon des modalités inédites. En 2024, trois États dotés ont en effet été attaqués (Pakistan, Israël et Russie), notamment de la part d'un État non doté (Ukraine ⁽¹⁾) dans le contexte de la guerre engagée par la Russie. Les vellétés d'accès s'accroissent aussi (Arabie saoudite, Corée du Nord). *De facto*, les traités et normes voient leur influence décroître, voire davantage, et les doctrines d'emploi s'élargissent pour tendre encore davantage vers le brouillard de la guerre.

Un autre facteur marquant relève du champ informationnel. Des plateformes numériques (TikTok et X/Twitter entre autres) agissent sur les perceptions tout en collectant de la donnée. Elles exacerbent les oppositions et controverses en soutien certes de leur modèle économique mais contribuent aussi à l'atomisation sociale et à la déstabilisation des sociétés et pouvoirs élus. Le basculement du centre de gravité vers l'Afrique en appel aux populations désœuvrées et sans perspectives constitue un autre facteur d'accélération des déstabilisations issues de la sphère informationnelle qui est instrumentée à des fins politiques et géostratégiques. En raison des actions de désinformation portées par la sphère numérique, la vérité devient plastique, les référentiels s'estompent, donnant lieu à une remise en question de l'unité politique et sociale de la Nation. En ce sens, le numérique affaiblit les démocraties.

Des leviers tous azimuts et une cohérence intertemporelle à construire

Cet environnement antagoniste appelle à penser les ruptures tout autant qu'à apprécier et qualifier les leviers alternatifs sur l'ensemble des champs opérationnel, technologique et économique-industriel. Ceux-ci se complétant et s'alimentant les

⁽¹⁾ NDLR : Suite à l'agression russe engagée le 24 février 2022.

uns les autres, leurs intersections sont à considérer avec soin, de façon notamment à assurer la cohérence entre l'agilité du temps court et la détermination du temps long. L'imbrication quantique prévaut, se réfléchit et se construit avec soin, d'une part et de façon collective, d'autre part.

D'un point de vue opérationnel, l'anticipation des menaces est aujourd'hui refondée à partir du programme *Radar* de la Direction générale de l'armement (DGA). Sur le modèle de la *Red Team* Défense, il rassemble professionnels pluridisciplinaires et étudiants pour identifier les menaces de demain et imaginer des solutions adaptées à notre défense.

La Réserve s'accroît progressivement. Outre la réserve opérationnelle (avec ses enjeux de préparation), se développe aussi en France la réserve industrielle de défense : 3 000 réservistes (à terme) déployés chez les industriels de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) ou chez les industriels étatiques (SMITer, SLM, SIAé, SIMu ⁽²⁾) pour renforcer les chaînes de production et le maintien en condition opérationnelle de l'industrie d'armement en cas de crise ou de guerre. Il s'agit d'un volant indispensable de ressources humaines permettant une augmentation soudaine des capacités de production.

D'un point de vue technique, le levier numérique est structuré au sein du Commissariat au numérique de défense pour optimiser le recours au numérique dans les programmes et améliorer tant les volets renseignement que commandement. L'Intelligence artificielle (IA) fait aussi l'objet de toutes les attentions, du côté public comme du côté privé. Le théâtre ukrainien ayant fait l'objet d'un déploiement massif de l'IA (avec le soutien de la *start-up* européenne Helsing, en particulier), il a permis de mesurer concrètement la valeur apportée en matière tactique dès lors que l'accès aux données est autorisé : mobilisation d'un seul opérateur chargé de plusieurs drones de façon simultanée, augmentation du taux de réussite des frappes (sans système de géopositionnement par satellite type *GPS*), effet de masse à coût minimisé ou encore la réduction de 50 % de la consommation d'obus en environnement brouillé.

Les enjeux opérationnels et stratégiques rappelés ci-dessus soulignent le lien étroit entretenu avec le domaine industriel. En particulier, l'importance de l'effet masse renforce la démonstration issue de la loi d'Augustine, le biais technophile réduisant à sa portion congrue le nombre de systèmes. L'augmentation des cadences actuellement en marche – canon *Caesar*, *Engin blindé de combat et de reconnaissance (EBRC) Jaguar*, avion *Rafale* –, est complétée par la conception d'équipements rustiques fabriqués en nombre.

⁽²⁾ Service de la maintenance industrielle terrestre ; Service logistique de la Marine ; Service industriel aéronautique ; Service interarmées des munitions.

Parmi les axes stimulés dès à présent figure le développement des capacités techniques et industrielles de drones multi-fonctions françaises (EOS technologie, Delair, Exail) ou européenne (Survey Copter, filiale d'Airbus Defence and Space) et, plus généralement, de systèmes simples, à volumes élevés (l'effet masse étant prépondérant en complément des capacités technologiques de pointe) et aussi à durée de vie faible, voire à usage unique (le tout à coût minimisé, bien entendu). Les concepts de frugalité et de masse sont préférés à la référence du *low cost*, qui ne rend pas compte de la valeur opérationnelle et industrielle portée par ces systèmes.

La condition indispensable du succès demeure une véritable réindustrialisation. Réinvestir dans les moyens de production constitue en réalité le levier central de l'atteinte des objectifs. Le secteur de la défense souffre aujourd'hui des limites du tissu industriel français qui, après des années de réduction des investissements au nom des « dividendes de la paix », a été encore affaibli par la période Covid, avec l'augmentation des niveaux de dettes et la réduction tendancielle des capacités techniques et humaines. Les besoins de réinvestissement dans les moyens de production sont criants mais sont freinés par les capacités financières des entreprises que des programmes publics (tels que *France 2030*) tentent de palier sans être à la hauteur des enjeux. Or, les trajectoires doivent être maintenues dans la durée pour être soutenables et effectives, eu égard à la durée des programmes, civils et militaires. Un exemple de succès en la matière est la filière des matériaux énergétiques (poudres et explosifs), qui a été réactivée en France avec Eurencos après plusieurs décennies de délaissement.

Si le concept d'économie de guerre est souvent mis en avant, il nous faut appréhender pleinement la guerre économique qui se joue en France, en Europe et dans le monde. Le phénomène de régionalisation s'accroît. Là où certains s'attachent à maintenir une concurrence des fournisseurs en Europe (même lorsqu'ils existent et se pérennisent grâce à la préférence nationale au rang 1), certains pays encouragent la nationalisation des écosystèmes, avec l'allocation des budgets et subsides publics auprès de fournisseurs résidents sur le territoire (Allemagne, Belgique, Espagne, etc.). Bien entendu, les États-Unis sont aussi concernés avec l'*Inflation Reduction Act* (2022), le caractère extraterritorial de leur réglementation, et la gestion des programmes d'armement de bout en bout. Outre le financement de ceux-ci, les autorités américaines veillent en effet, dès leur conception, à la nationalité de la chaîne de valeur (cf. le *F-35* par exemple), avec des effets majeurs sur leurs retombées économiques et sociales, tant sur le territoire national que sur les marchés exports (avec les relocalisations associées), mais également sur la performance à l'export de ces programmes ainsi que la sécurité d'approvisionnement (le devenir capitalistique des fournisseurs stratégiques résidents à l'étranger ne pouvant être contrôlé par les autorités publiques, plusieurs de ces fournisseurs européens sont passés sous pavillon chinois ces dernières années ; les États-Unis l'ont compris et intégré dans la gestion des programmes militaires).

Dans l'ensemble, la performance « opérationnalo-industrielle » dépend de façon croissante de la capacité à nouer des coopérations entre acteurs. La valorisation des complémentarités techniques, capacitaires et financières des acteurs est primordiale. En la matière, Sogclair fait figure d'exemple avec le développement réussi et la mise sur le marché de véhicules à roues avec MBDA et de robotique terrestre avec KNDS. Dans le domaine numérique, les coopérations entre les maîtres d'œuvre industriels, les acteurs spécialisés dans l'IA et les logiciels avec les forces (pour accéder et valoriser la donnée des théâtres) sont souhaitées. Construire des chaînes de valeur tout en contrôlant ce qui se passe, et maintenir le contrôle dans le temps, apparaît en effet primordial pour maîtriser de bout en bout le dispositif et optimiser la valeur apportée de façon sécurisée. La conception de nouvelles lignes de production agiles et modulables permettant de fabriquer en masse des équipements frugaux, dans les domaines des drones et lanceurs notamment, constitue une étape nécessaire dans laquelle certains acteurs s'engagent aujourd'hui. En la matière, une filière État-industrie-opérateurs reste à construire en France, soutenue notamment par une approche itérative sur les logiciels, l'emploi et la doctrine pour établir la confiance et la performance opérationnelle. La coopération permet d'éviter les duplications d'investissement tout en atteignant les objectifs de souveraineté et d'autonomie de décision en opération. Si l'Europe se trouve incapable d'aller au-delà de seules études sans être en mesure de passer efficacement à l'échelle en matière de programmes de production, il est alors indispensable de soutenir et développer la pérennité de démarches souveraines. Naval Group et Dassault Aviation en constituent des fers de lance efficaces depuis des décennies, avec dans leurs écosystèmes des sociétés soutenant également tant la souveraineté que la compétitivité des solutions de production (Fives en France étant un exemple).

Conclusion

La prise de conscience des risques auxquels nous sommes confrontés et des stratégies d'appropriation de nos concurrents (qui sont parfois nos alliés) constitue une étape nécessaire à notre redressement collectif. En dépit du caractère antagoniste de l'environnement opérationnel, stratégique et économique, une somme de petites adaptations et réflexes est susceptible de préparer un avenir plus serein. L'enjeu principal réside dans l'alignement des acteurs et repose en conséquence sur les leviers de coordination susceptibles de le favoriser. Les coopérations sont plus que jamais requises pour refondre notre autonomie stratégique et l'inscrire dans la durée. Outre les leviers numériques souvent mis en avant, les capacités industrielles de production s'avèrent aussi critiques et appellent à faire l'objet d'une attention spécifique dans le cadre d'une approche globale de bout en bout. Ces réflexions sont au cœur des préoccupations du CEPS qui poursuivra inlassablement ses contributions dans ces domaines stratégiques.

13 janvier 2025